

La marginalité, une approche historique et épistémologique

Antoine S. BAILLY
Université de Genève

Même si la marginalité est devenue depuis les années 70 un thème à la mode, il est étonnant de constater que ce concept a rarement été abordé de manière explicite. A l'exception de Park (1928), qui créa celui d'homme marginal, le terme reste longtemps limité à l'économie; c'est en effet par la *théorie de la valeur d'échange* que le *marginalisme* prend place dans la littérature scientifique. Ainsi parle-t-on d'utilité marginale. Mais les sciences sociales lui préfèrent longtemps d'autres concepts, ceux de pauvreté, de minorité, de déviance, de ségrégation, d'exclusion, de différenciation... Autant de termes qui recouvrent de façon confuse des phénomènes sociaux, économiques et spatiaux. La terme marginalité, issu du latin *margo*, la marge, permet-il d'englober tous ces concepts ou en est-il complémentaire? Ou résulte-t-il de l'apparition de nouveaux problèmes sociaux et géographiques? Autant d'interrogations qui rendent nécessaire l'approfondissement de ce concept avant de l'appliquer aux conséquences de la restructuration actuelle de l'Europe.

1. PERIPHÉRIE, MINORITÉ ET MARGINALITÉ

Pourquoi les sciences économiques et sociales parlent-elles, à la suite de Ratzel, de *centre-périphérie* plutôt que de centralité-marginalité? terme issu de

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

circonférence, la *périphérie* manifeste une position externe aux limites d'un espace; ainsi s'oppose-t-il à *centre*, point de convergence et par extension élément principal; par exemple le «lieu central» de la théorie de Christaller. Ces définitions illustrent le caractère positionnel et la signification *avant tout spatiale* de ces deux mots. Il n'est donc pas étonnant de constater l'intérêt des géographes pour l'étude d'un concept éminemment spatial destiné à saisir la dynamique des centres (pôle de croissance) et les relations centrepériphérie (ou pays développés-Tiers Monde).

Pourquoi ne pas également assimiler *minorité*, concept suvent employé dans les sciences sociales, à *marginalité*? Une *minorité* consiste en un groupe peu nombreux soit par ses idées, ses caractères ou toute autre variable le différenciant de la *majorité*. C'est par son *état dans la société* que le groupe est minoritaire. Rien dans ce terme, tout comme dans *pauvreté*, n'a de connotation spatiale. Il est donc aisé de concevoir l'emphase mise par des disciplines comme la sociologie pour ce concept et par contre la rôle mineur que lui attribuent les géographes préférant s'attacher aux positions des communautés spatiales.

La *marginalité*, tout comme son opposé la *centralité*, recouvrent à la fois une position géographique (point de vue géométrique: je suis tout à la fois centre et marge) et un *état social* (je suis minoritaire et à la fois majoritaire). Il traduit un processus d'exclusion (du latin *exclusio*) sociale et spatiale marqué par l'action de refuser, bannir, renvoyer... Le groupe marginal est dans un état d'isolement relationnel par suite de sa position géographique et de son rôle social qui l'écartent des processus d'interaction. La marginalité doit donc être explicitée de *manière bimodale*, sous une double face, celle du *signifiant spatial* et du *signifié social*. Cette définition n'est pas sans entraîner de grandes difficultés dans l'utilisation du concept. En effet, une région exclue de la croissance en Europe sera en général étudiée de manière idiographique en tant qu'espace à mesurer pour sa pauvreté. Mais cette région peut être localisée de manière centrale (et non périphérique) tout en étant exclue des relations de centralité (par exemple la Massif Central en France). *Il n'existe pas de lien nécessaire entre la périphérie, la minorité et la marginalité, pas plus qu'entre le centre, la majorité et la centralité*; une idée à garder en mémoire lorsqu'en Europe on a tendance à confondre marginalité et pays du Sud et de l'Est; alors que la marginalité peut se trouver en plein centre, même dans les métropoles.

Les sciences économiques et sociales, par la confusion entre ces termes –confusion explicable lorsqu'on traite par exemple des anciennes colonies considérées comme périphériques, minoritaires et pauvres– ont privilégié la position des aires spatiales sans s'attacher au signifié des lieux. Or, toute analyse de la marginalité ne peut être que celle des significations économiques et sociales projetées dans des espaces concrets; elle suppose une double vision de l'intérieur et de l'extérieur et une double analyse des relations internes au

groupe et externes à celui-ci. Est ainsi posé le problème des *interactions économiques et sociales*; une question fondamentale à l'époque où l'intégration économique européenne pousse les firmes à privilégier des logiques verticales, oubliant les logiques horizontales des régions... qui deviennent marginales. Et l'on parle d'angle-mort, de «finisterres» pour illustrer les cas de ces régions exclues de la dynamique européenne.

2. PERSPECTIVES LIBERALES ET RADICALES FACE A LA MARGINALITÉ

C'est avec la prise de conscience de l'existence de régions de pauvreté en Europe (Grande-Bretagne, France, etc.) qu'apparaît un double mouvement de pensée: le premier *libéral* tente par le biais de remèdes de l'économie néo-classique à assurer une croissance sociale et spatiale mieux partagée; le deuxième *critique*, insiste sur les disfonctions des sociétés libérales responsables des inégalités.

2.1. LA PERSPECTIVE LIBERALE

La prise de conscience des inégalités et de la marginalisation de certaines régions européennes est une conséquence directe de découvertes de l'analyse régionale quantitative; ces disciplines constatent qu'au lieu d'une croissance partagée par tous, dans toutes les régions, apparaissent des disparités: Paris et le désert français (Gravier, 1947), l'Autre Angleterre (Caudill, 1962), les aires rurales pauvres et les métropoles riches... Géographes et économistes spatiaux dans des recherches financées par les gouvernements et les autorités européennes (FEDER), vont évaluer, mesurer les disparités dans les revenus, dans les niveaux de vie régionaux avant de s'intéresser aux mécanismes sociaux engendrant ces différenciations. Rappelons que, pour le Tiers Monde, dès 1957, Myrdal dressait le constat de la façon dont la croissance économique et le changement technologique étaient responsables des inégalités spatiales: le capital se concentre et les sièges sociaux des entreprises dynamiques s'implantent de préférence dans les métropoles. Les entreprises de fabrication ne bénéficiant plus de l'avantage de l'innovation (théorie du cycle du produit) se dispersent par contre dans les aires périphériques. Apparaît ainsi l'opposition centralité-marginalité, valable également pour une Europe en mutation rapide.

De tels mouvements accentuent la division spatiale du travail laissant de côté certaines aires et au contraire en favorisant d'autres. C'est alors que sont mis en lumière trois constats:

- la création d'emplois est concentrée en quelques lieux où les profits sont les plus importants;

- l'entrepreneur rationnel paie le minimum possible pour sa main d'oeuvre, pour profiter des jeux du marché;
- la demande provoque des changements dans les lieux de production, favorisant les plus dynamiques.

Il en résulte une marginalisation de certains espaces. On parle alors de *ségrégation*. Ce dernier concept, particulièrement développé par les urbanistes et géographes, privilégie la position de groupes d'individus par rapport à d'autres dans la société et dans l'espace, ainsi que l'étendue du phénomène. Ségrégation par rejet (exclusion) des régions industrielles anciennes ou rurales ou dans les métropoles. De ce concept de ségrégation les géographes passent progressivement au concept de mal-être et de *bien-être* spatial. Mishan (1964, pp. 5-6) définit la géographie du bien-être comme la branche de recherche qui permet de classer sur des échelles d'appréciation les situations des groupes sociaux; qui reçoit *quoi, où* et *comment*. Cette réflexion débouche sur une analyse des exclus du bien-être, les *marginiaux*: le marginal, être exceptionnel dans la pauvreté, est alors conu comme hors du réseau des relations sociales et géographiques, révélateur des tensions extrêmes et indicateur des transformations de la société.

Etudier les processus de «marginalisation» constitue ainsi le moyen de comprendre le renouvellement des structures de la société européenne en recomposition. Et nombreux sont les organismes et les chercheurs qui se lancent dans cette voie à partir de l'étude des aires de ségrégation économique et sociales et différencient la marginalité volontaire de la marginalité exclue.

D'importantes différences apparaissent en Europe, même dans les pays les plus riches, qui illustrent bien qu'on ne peut se contenter du concept spatial de minorité et qu'il faut intégrer la position géographique à l'analyse, en particulier en ce qui concerne les inégalités entre régions riches et pauvres suite de la division internationale du travail.

2.2. L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ET LES MARGINALITÉS

Ce point de vue néo-classique est critiqué par les sociologues et économistes d'idéologie marxiste. Les causes de la marginalité ne sont pas extérieures au système, elles lui sont internes en particulier par le biais de l'organisation de la production: elles ne résultent pas d'imperfections du marché, auxquelles on pourrait remédier mais sont inscrites dans les structures de la société. C'est par l'analyse de la segmentation de la société et des intérêts de classe que l'on peut saisir les processus responsables de la marginalisation sociales.

Appel est fait à la problématique du matérialisme historique, aux concepts de mode de production et de lutte des classes, à la démarche dialectique.

tique pour comprendre les enjeux spatiaux à petite échelle. Par récupération de la plus-value au centre où se trouve le capital (par empire colonial par exemple) et à grande échelle (celle des métropoles, par exemple).

De telles analyses des processus socio-spatiaux constituent une contestation du système libéral, puisque tout changement dans le mode de production met en cause l'organisation sociales et spatiale de la croissance. La géographie radicale est devenue celle des minorités, puis nécessairement des marginalités, par son souci d'expliquer la crise des régions de vieille industrie. Cette conception du marginal va rapidement s'étendre: il n'est plus seulement le pauvre de Lorraine ou du Pays de Galles; ce sont aussi les *chômeurs dans certaines vieilles cités industrielles, les femmes dans leurs banlieues, les immigrants dans leurs quartiers...* Des ensembles d'individus nombreux, qui vivent dans des lieux qu'il est possible de circonscrire, et qui ainsi peuvent devenir objets d'étude et objets d'aide de la part des gouvernements régionaux, nationaux et internationaux.

Deux courants principaux dominent la recherche: le premier, sans s'appuyer sur un cadre théorique explicite, révèle les formes multiples par lesquelles le pouvoir s'insère dans la vie quotidienne et en contrôle tous les aspects. Il montre aussi les aspects totalitaires des institutions de gestion des Etats. Développé en France par Foucault (1975), ce courant est aussi important en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Le second courant adopte une approche théorique marxiste. Les MAIE (Marxistes des Appareils Idéologiques d'Etat), tentent de montrer comment la société capitaliste nous domine de l'intérieur. A la limite, ce qui se produit dans cette formation sociale ne fait que répondre aux exigences de la reproduction de la force de travail (Preteceille, 1975).

On passe ainsi à une problématique de *normes* et à l'analyse *des valeurs sociales qui émergent*. Les chercheurs acquièrent ainsi une capacité de remettre en question les valeurs dominantes de la société.

3. LES INEGALITÉS ÉCONOMIQUES

Selon le point de vue privilégié, libéral ou marxiste, l'émergence de régions marginales en Europe, ne sera pas considérée de façon semblable; et les moyens mis en place pour remédier aux processus qui conduisent à la marginalisation ne seront pas les mêmes. Les libéraux, qui sont les plus influents en Europe, pensent que la marginalité ne peut être que *passagère*; ceci résulte de leur conception de la notion d'inégalité: si les revenus des travailleurs peuvent être inégaux, cela ne tient qu'à une cause, l'inégalité des techniques. Qu'un travailleur en un lieu ou dans un secteur dispose d'une dose de capital (en fait d'un équipement) plus élevé qu'un autre travailleur d'un autre secteur ou d'un autre lieu, et il percevra un salaire supérieur qui ne sera que le reflet

d'une productivité apparent plus élevée. Mais ceci ne doit être qu'une situation «théorique» car des péréquations vont nécessairement tendre à égaliser les quantités de capital par travailleur. Pourquoi? Parce que les mêmes normes de rémunération et les mêmes ajustements interviennent du côté des titulaires de capital; ceux-ci perçoivent un taux de profit moindre là où ils offrent un rapport capital-travail plus élevé; ils déplaceront naturellement une fraction de leur capital en direction des travailleurs qui ne disposent que d'une faible fraction de capital par tête, et secrètent ainsi un taux de profit plus élevé. Dès lors, les «dotations de capital par travailleur» s'égaleront partout, c'est-à-dire que s'égaleront les techniques, et les revenus des travailleurs; d'où des propositions de régulation provisoire du système productif par le biais de subventions ou d'aides sous des formes variées (directes et indirectes). Ne demeurera plus que l'inégalité entre les travailleurs et les titulaires de capital. Ce problème du clivage de la société en deux classes, ceux qui perçoivent les revenus de leur capital et ceux qui offrent leur travail pour vivre n'est cependant pas pris en compte par l'analyse néo-classique, qui ne s'interroge ni sur l'origine des capitaux, ni sur leurs détenteurs; une lacune qui n'est pas sans conséquence sur le processus de marginalisation de certaines régions en Europe puisque le capital s'investit largement dans les métropoles et dans les régions les plus riches.

Pour les marxistes, le caractère «normal» de la marginalité résulte de l'organisation de la société; certaines personnes en des lieux précis occupent une place qui leur est dévolue dans le cadre du système et perçoivent une rémunération qui reproduit, ni plus ni moins, leur force de travail. Même les chômeurs, cette «armée de réserve», occupent une place programmée et utile au capital. S'ils peuvent être marginalisés socialement et exclus des canaux de consommation, ils n'en remplissent pas moins une fonction nécessaire au mode de production capitaliste. Ils pèsent sur les salaires et les maintiennent à un niveau qui permet juste la reproduction de la force de travail des travailleurs dotés d'un emploi, libèrent le capital du souci de créer ex nihilo une force de travail quand le besoin s'en fait sentir et évitent une concurrence sur le marché du travail. L'apparition d'une économie parallèle, «non-officielle», dans les pays européens, l'émergence de statuts nouveaux du travail (travail intérimaire, contrats à durée déterminée...) nous fournissent des exemples des procédés imaginés pour assurer la reproduction de cette force de travail.

Les marxistes observent ainsi deux composantes majeures de la marginalité: le rôle subordonné du travail par rapport au capital et l'exploitation des travailleurs à travers l'extraction d'une plus-value sur le fruit de leur travail et qui sert à accroître la puissance du capital. Perroux a montré les formes de la domination parmi les entreprises: les macro-unités exercent des effets asymétriques sur les unités de taille inférieure qui doivent s'adapter à leurs décisions auxquelles elles n'ont pas eu de part mais qu'elles sont contraintes d'intégrer à leur calculs. L'inégalité est ainsi la conséquence des différences de

pouvoir découlant d'une différence de dimension; ainsi comprend-t-on mieux en Europe les processus de métropolisation, et au contraire la marginalisation des régions peu accessibles, dans lesquelles se trouvent de multiples P.M.E. dépendants.

L'inégalité prend ainsi corps dans l'espace européen, celui-ci étant à la fois expression mais aussi moteur de l'inégalité. Des lieux sont plus propices que d'autres à l'exercice de fonctions dominantes; naître dans certains lieux prédispose à des emplois subordonnés et mal rémunérés. Pur se développer et réaliser ses objectifs, les entreprises ont besoin de maîtriser la force de travail. Elles souhaitent disposer d'un éventail de travailleurs de qualifications variées de façon à pouvoir mettre en œuvre les techniques les mieux adaptées. A cet égard, le système capitaliste s'appuie sur les inégalités existantes, les reproduit et les fait évoluer en fonction de ses besoins. L'espace joue un rôle majeur dans ce processus car, obstacle à l'uniformisation, il porte en lui les différenciations sociales. Il y a, en fait, un conflit entre les tendances à l'uniformisation de l'espace et le rôle du capital pour conserver des différences dans les modes de production, dans les fonctions et les qualifications. C'est une telle dynamique qui engendre les fluctuations que connaît l'économie européenne: ainsi, en France, les zones excentrées demeurées largement rurales ont subi un changement de statut considérable, glissant vers des fonctions industrielles subordonnées; dans le même temps la région de Paris concentre les activités directionnelles de type tertiaire.

L'observation montre bien à quel point le lieu (qui peut être appréhendé à travers la dimension de la ville ou l'appartenance régionale) définit une fonction. Le hasard n'a aucune place ici, seulement les mécanismes de formation et de reproduction des qualifications et des rapports sociaux. Ici, la tradition industrielle et administrative, l'équipement universitaire tendent à sélectionner des personnels hautement qualifiés tandis que les fonctions subordonnées partent dans les régions marginales. Et lorsque les fonctions ne peuvent partir (voirie, bâtiment...) on assiste à la naissance d'une société duale au sein même des métropoles: ainsi apparaissent les ghettos des banlieues et les quartiers aisés des métropoles.

Ne sont conservés «au centre», c'est-à-dire dans des lieux fortement urbanisés et à coûts élevés que les types de travail qui ont besoin d'un environnement sophistiqué. Par contre, pourront glisser dans les espaces périphériques moins urbanisés, moins marchands, les fonctions qui peuvent se satisfaire d'un travail plus simple et plus aisé à former.

Agissant ainsi, les entreprises vont hiérarchiser leurs travailleurs: ceux qui ont le coût de reproduction le plus faible devront se satisfaire des salaires les plus faibles. A l'inverse le travailleur qui supporte des coûts élevés saura en transférer la charge sur l'entreprise qui l'emploie. Dès lors que l'entreprise a besoin de travailleurs à la qualification sophistiquée, qu'elle ne trouvera que dans des grandes villes, elle doit les payer à leur prix. La hiérarchie des tra-

vailleurs, à l'image des coûts qu'ils supportent dans leur existence quotidienne, se traduit par une hiérarchie de régions et la marginalisation de certaines d'entre elles.

La marginalité est ainsi un mécanisme complexe, orienté par les grandes entreprises qui, grâce à leur aptitude à choisir aussi bien leurs techniques que leurs lieux d'implantation, ont le pouvoir d'utiliser à leur profit les différenciations spatiales. La marginalité est ainsi au cœur des mécanismes économiques; elle n'est pas un accident ou le fruit d'un dysfonctionnement; lutter contre elle serait briser le moteur de la vie industrielle; d'ailleurs les aides au développement régional en Europe s'attachent plus à créer de meilleures conditions d'accueil dans certaines régions qu'à lutter contre les processus économiques. Les entreprises utilisent des différences ce qui crée développement et marginalisation; elles utilisent des clivages horizontaux (différences dans les genres de vie et les catégories de travail) pour créer des avantages verticaux, à l'échelle internationale. Et l'Europe constitue, comme dans les nouveaux espaces supra-nationaux, un terrain idéal d'action.

CONCLUSIONS GENERALES

Au terme de cette synthèse, constatons que la marginalité, phénomène ancien, mais concept contemporain, est intégrée implicitement dans la plupart des travaux scientifiques récents. Les divers points de vue montrent que souvent les changements social, économique et spatial, s'annoncent par la marginalité; parler alors de marginalité, c'est s'ouvrir aux mécanismes d'exploitation, d'aliénation, c'est comprendre les motivations dans l'utilisation différentielle de l'espace. C'est comprendre comment à l'époque de l'instauration d'espaces supra-nationaux, certaines autorités régionales devront lutter contre les processus de marginalisation. Il apparaît cependant que nous n'avons pas assez réfléchi aux causes et conséquences de la marginalité ainsi qu'aux conflits qui résultent dans l'utilisation de l'espace. L'ouvrage «In, On and Around the Margins», qui présente une analyse européenne de la marginalité est d'autant plus nécessaire que la marginalité présente un potentiel d'universalisme... qui... oblige à repenser toutes nos planifications nationales, qu'elles soient économiques, sociales ou spatiales.

BIBLIOGRAPHIE

- BAILLY, A. (1981): *La géographie du bien-être*, PUF, Paris.
 BAREL, Y. (1982): *La marginalité et ses territoires*, Université de Grenoble, Grenoble.
 BARTELS, Y. (1978): «Raumwissenschaftliche Aspekte sozialer Disparitäten», H. Bobek zum 75. Geburtstag, *Mitteil. der Österr. Ges.*, 120, 2, pp. 227-242.

- BERHOUD, R.; BROWN, J., COOPER, S. (1981): *Poverty and the Development of Antipoverity Policy in the United-Kingdom*, Heineman, Londres.
- BIANCHI, A.; GRANATO, F.; ZINGARELLI D. (a cura) (1979): *Margina e lotte dei marginali*, Angeli, Milan.
- BUNGE, W. (1962): *Theoretical Geography*, Lund Studies in Geography, Gleerup, Lund, Séries C.
- CANGUILHEM, C. (1966): *Le normal et le pathologique*, PUF, Paris.
- CATELLI, G. (a cura) (1976): *La società marginale*, Città Nuova.
- COATES, B.; JOHNSTON, R.; KNOX, P. (1977): *Geography and Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- COFFEY, W. et POLESE, M. (1987): *Still Living Together*, L'Institut de Recherche Politique, Montréal.
- DE JOUVENEL, B. (1945, 1972): *Du Pouvoir*, Hachette, Paris.
- DI MATEO, G. (1991): *L'homme, la société, l'espace*, Anthropos, Economica, Paris.
- DONNISON, D. (1981): *The Politics of Poverty*, Robertson, Londres.
- FERRADOTTI, F. (a cura) (1978): *Mercato del lavoro, marginalità sociale e struttura di classe in Italia*, Angeli, Milan.
- FOUCAULD, M. (1975): *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris.
- GUARRASI, V. (1978): *La condizione marginale*, Sellerio, Palerm.
- GUMUCHIAM, H. (1991): *Représentations et aménagement du territoire*, Anthopos, Economica, Paris.
- HARRIES, K. (1974): *The Geography of Grime and Justice*, McGraw, New York.
- HARVEY, D. (1973): *Social Justice and the City*, Arnold, Londres.
- KNOX, P. (1975): *Social well-being: a Spatial Perspective*, University Press, Oxford.
- MISHAN, E. (1964): *Welfare Economics: Five Introductory Essays*, Rondon Hoyse, New York.
- MOSCOVICI, S. (1979): *Psychologie des minorités actives*, Flammarion, Paris.
- MYRDAL, G. (1957): *Economic Theory and Underdevelopment*, Duckworth, Londres.
- PACI, M. (1973): *Mercato del lavoro e classi sociali in Italia*, Il Mulino, Bologne.
- PARK, R. (1928): *The City*, Chicago University Press, Chicago.
- PEET, E. (ed.) (1970): *Geography of American Poverty*, Antipode, 2.
- PRETECEILLE E. (1975): *Equipements collectifs, structures urbaines et consommation sociale*, Centre de sociologie urbaine, Paris.
- SCHILLING-KALETSCH, I. (1979): «Zentrum-Peripherie-Modelle in der Geographischen Entwicklungsländerforschung, Die Ansätzen von Friedman und Lasuen», *Deutsche Ges. Griedens- und Konfliktsforschung*, 12, pp. 39-53.
- SMITH, D. (1973): *An Introduction to Welfare Geography*, Depart. of Geography, University of Witwatersrand.
- STAMP, L. (1964): *The Geography of Life and Death*, Collins, Londres.
- TURNATURI, G. (a cura) (1976): *Marginalità e classi sociali*, Savel, Rome.